

**Vive le marxisme-léninisme-maoïsme !**  
**Vive la Guerre Populaire !**

---

## **NOUVELLE CAUSE DU PEUPLE**

### **FRANCE 1976 : OU EN EST ON ?**

1976

En 1974 le gaullisme est mort en tant que force indépendante bourgeoise. Son avenir est désormais lié à celui des alliés qu'il se choisira: atlantistes ou révisionnistes. Pour le comprendre, il faut bien analyser ce qu'était le gaullisme.

Le gaullisme fut le ciment d'une unité factice du peuple français (bourgeois et prolétaires mêlés) bâtie de toutes pièces par la bourgeoisie à l'issue de la seconde guerre mondiale de 1939-1945.

Pour masquer sa trahison face à l'invasion nazie, son laissez-faire devant l'occupation de la Pologne, la fuite de ses officiers, son attitude de collaboration durant l'occupation (du moins tant que cette collaboration ne menaçait pas ses propres intérêts), la bourgeoisie devait trouver une solution pour conserver et renforcer son pouvoir.

Ce sera alors la propulsion de De Gaulle sur les thèmes bien connus du "sauveur de la France", du "libérateur" , de "celui qui releva la France".

Autour de l'homme s'édifia une idéologie, le gaullisme, et la bourgeoisie

entreprit l'unification de l'ensemble du peuple français sur la personne de De Gaulle, symbole de la France, puis de la Libération.

La manoeuvre sera favorisée par les querelles inter impérialistes.

En effet, l'impérialisme américain tentera d'instaurer son pouvoir sur la France aux lendemains de la guerre. Mais De Gaulle saura s'opposer efficacement a l'impérialisme américain et se présentera ainsi en défenseur de l'indépendance nationale de la France.

Après une période d'instabilité due à l'opposition de certaines fractions proaméricaines en France même (notamment la SFIO,...) marquée par une pagaille ministérielle, les guerres coloniales, etc... le gaullisme remportera une victoire totale en 1958 et pourra pleinement développer sa politique.

En politique extérieure, le gaullisme saura débarasser la bourgeoisie de ses fardeaux coloniaux (Algérie) tout en jetant les bases d'un puissant néocolonialisme (Afrique).

Le gaullisme assurera à la bourgeoisie française une indépendance et la possibilité d'édifier son propre impérialisme économique, politique, culturel et militaire (Tchad, Djibouti...).

Cela se traduira par un perpétuel combat entre le gaullisme et l'impérialisme américain (dénonciation des tentatives d'hégémonie américaines sur la France, retrait de l'O.T.A.N., reconnaissance de la République Populaire de Chine en 1964, condamnation à Phnom-Penh de l'agression américaine au Vietnam, appel au "Québec libre" en plein Canada, etc...).

Cela aura de grandes conséquences en France même. A partir de ses

deux auréoles de "libérateur de la France-" et de "protecteur de l'indépendance française", De Gaulle pourra asseoir son régime sur une unité populaire escamotant toute

lutte de classes, car faire grève, c'était "affaiblir l'économie du pays", donc son indépendance; attaquer De Gaulle, c'était s'en prendre au "symbole de la Libération", "août 1944", "l'homme du 18 juin", etc...

Le gaullisme sera efficacement aidé par le révisionnisme dans cette manoeuvre politique.

En effet, en désarmant les F.T.P., fer de lance de la Résistance Populaire Antifasciste, et en appelant à "retrousser ses manches" pour reconstruire la France capitaliste en 1945, le révisionnisme, représenté par Thorez, a désamorcé le cycle révolutionnaire qui s'enclenchait (par exemple les grèves de mineurs de 1948), détourné la colère populaire vers des collaborateurs de basse zone et permis aux véritables traîtres (c'est-à-dire la bourgeoisie) de réassurer leur pouvoir, leur puissance économique et leurs profits.

Nous voyons donc avant" 1968 une France impérialiste et puissante à l'extérieur, basée sur une unité factice au-dessus des classes à l'intérieur, le tout avec la bénédiction du révisionnisme.

Le gaullisme devenait un pôle d'attraction de la politique mondiale, comme le prouve le choix de Paris pour la négociation sur le Vietnam.

La France devenait donc un danger de plus en plus important pour l'impérialisme américain, tout comme l'ensemble de l'Europe et le Japon.

Il fallait briser le fer de lance de la bourgeoisie française

indépendantiste, c'est à dire le gaullisme.

Ce sera la remise sur pied d'une solide fraction bourgeoise favorable à la doctrine atlantiste des Etats-Unis, avec surtout Giscard d'Estaing dont l'opposition au gaullisme s'officialisera lors de son NON au référendum d'avril 1969 sur la régionalisation.

A la même époque où la fraction atlantiste de la bourgeoisie est réorganisée et réactivée, l'unité du peuple français commence à se fissurer et les luttes populaires se développent de plus en plus.

Car si la période gaulliste a été une période de croissance de l'économie capitaliste française, elle a été payée par une dégradation des conditions de travail et d'existence de la classe ouvrière et de l'ensemble du peuple, engendrant un mouvement populaire de résistance et de contestation du pouvoir gaulliste.

Ce seront les révoltes paysannes de 1967, la tempête révolutionnaire de Mai-Juin 1968.

Le mythe gaulliste n'arrive plus à masquer une exploitation de plus en plus pesante. "A BAS LE GOUVERNEMENT DE CHÔMAGE, DE MISÈRE ET DE VIE CHÈRE!" scandent les masses.

Ce sera l'avènement d'une **RÉSISTANCE PROLÉTARIENNE** a partir des usines Renault de Flins et Peugeot de Sochaux.

L'aggravation des contradictions au sein de la bourgeoisie et la montée des luttes (remise à jour des pratiques illégalistes abandonnées par le révisionnisme dans les usines; révolte contre l'autorité académique bourgeoise dans les lycées et les facultés...) accélèrent les divisions au sein de la "majorité" parlementaire gaulliste et l'échec du référendum

d'avril 1969 permet à De Gaulle de démissionner.

Les atlantistes marquaient un point: abattre De Gaulle, c'était fissurer le gaullisme.

En juin 1969, Georges Pompidou succédera à De Gaulle et son régime sera marqué par une répression accrue des luttes populaires (assassinat de l'ouvrier maoïste PIERRE OVERNEY notamment, militant de "La Cause du Peuple") et par un accroissement des divisions internes du gaullisme: certains s'en iront en dénonçant la "violation des principes gaullistes" (Christian Fouchet); d'autres seront exclus (Louis Vallon); d'autres écartés (Chaban-Delmas).

Parallèlement, les rapports entre l'UDR et les Républicains Indépendants s'envenimeront, ces derniers, par l'entremise du ministre des finances Giscard d'Estaing, ne ratant jamais une occasion de dévoiler un scandale financier impliquant l'UDR (les impôts de Chaban-Delmas, De Grailly et la Villette, Rives-Henry, Edouard Charret à Lyon,...), mettant ainsi à jour l'aspect corrompu du régime.

En 1973, la politique extérieure menée par Jobert aggrave les contradictions, les atlantistes étant visés par cette politique anti-américaine basée sur l'indépendance de l'Europe, sa transformation en puissance économique impérialiste et l'intégrité de la souveraineté française.

La mort de Pompidou et les élections consacreront l'éclatement du gaullisme.

La bourgeoisie passera un cap difficile, tirillée entre diverses fractions sur sa droite.

Se présenteront finalement aux élections de mai 1974: Giscard d'Estaing pour les atlantistes, Chaban-Delmas pour les gaullistes et Royer au nom d'une fraction réactionnaire de la bourgeoisie.

Les élections ouvriront les portes de l'Élysée à Giscard d'Estaing, consacrant la mort du gaullisme en tant que force dirigeante indépendante.

Il a même perdu ses armes de propagande (disparition du quotidien "La Nation" en juillet 1974).

De plus, il va lui falloir choisir entre l'abandon de ses principes antérieurs par le ralliement à Giscard d'Estaing (bien que les républicains indépendants, ne tenant pas à l'image de marque de régime des scandales du précédent gouvernement, préfèrent écarter les politiciens véreux en période de crise) ou leur maintien par le rapprochement avec les révisionnistes, lesquels deviennent les nouveaux fers de lance de l'indépendance nationale bourgeoise désormais, comme nous le verrons plus loin.

Sinon discrétion et mutisme deviendront une autre forme de mort politique pour le gaullisme.

Les premiers mois du gouvernement Giscard démontrent que le gaullisme n'a pas encore fait son choix, mais déjà les accrochages se sont multipliés : les gaullistes ont utilisé l'affaire de l'arme nucléaire pour évincer l'atlantiste Servan-Schreiber du gouvernement.

Ils ont tout fait pour empêcher l'arrivée de Françoise Giroud mais ont échoué.

Ils ont émis des critiques sur la politique extérieure ou militaire de

Giscard (ce qui amènera l'évincement de l'amiral Sanguinetti, lequel sera d'autre part éliminé de la direction de l'Office pour la Recherche Scientifique et Technique en Outre-Mer -O.R.S.T.O.M. ).

A l'intérieur de l'UDR, la lutte entre les gaullistes favorables à un rapprochement avec l'union de la "gauche" et l'autre tendance sera marquée par l'évincement de Sanguinetti (même famille que l'amiral ci-dessus), remplacé par Chirac au secrétariat général, et une politique d'épuration des rangs pour ressouder la nouvelle "majorité" UDR-RI.

Les partisans d'un rapprochement avec l'union de la "gauche" se regrouperont alors autour de Charbonnel et de Jobert.

Ce seront les contacts UJP-J"C" en septembre 1974 ou ces propos de Charbonnel au "Monde" du 5 septembre 1974 : "Je crois vous avoir démontré que le gaullisme ne pouvait être aujourd'hui sauvé et maintenu qu'à gauche."

Ou bien encore cet interview d'un élu gaulliste aux cantonales de 1976 paru dans "L'Humanité-Dimanche" du 28 mars 1976.

## **2. LA STRATÉGIE D'UNION DE LA "GAUCHE"**

### **a) Constitution de l'union de la "gauche" :**

Une fraction de la bourgeoisie opposée à l'impérialisme américain a perdu beaucoup de crédibilité politique avec l'effondrement du gaullisme depuis 1968.

Cet effondrement s'accompagnait de soubresauts économiques et d'une invasion des trusts multinationaux proaméricains, soit autant de périls à conjurer pour les industriels et banquiers français.

Ce n'est donc pas un hasard si l'union de la "gauche", fantasme politique durant vingt ans, a soudainement été réalisée en 1972.

Sur la base d'un programme entièrement construit par des technocrates, la "gauche" parlementaire s'est unie en vue de la prise du pouvoir en prônant le pacifisme, le légalisme et le parlementarisme.

Tout en établissant un certain statu quo entre les représentants des impérialismes américain et soviétique en France, suivant les principes de la coexistence pacifique entre les deux superpuissances, l'union de la "gauche" et son programme offrent à la bourgeoisie anti-américaine une sortie de secours appréciable.

L'avènement du programme commun représenterait un frein à la montée des luttes populaires en offrant le pouvoir au révisionnisme et à la social-démocratie, et permettrait de relancer l'économie grâce à des réformes que seule une bourgeoisie de "gauche" peut faire alors que la bourgeoisie conservatrice les bloque.

L'objectif est de transformer la France en une puissance économique très souple, aux charges minimums, capables de supporter le poids de l'offensive de l'impérialisme américain.

C'est une question cruciale à l'époque de l'aggravation de la concurrence interimpérialiste.

L'arrivée au pouvoir de cette bourgeoisie de "gauche" en apparence, toujours de droite en réalité, permettra, par exemple, d'accroître l'exploitation du peuple "au nom du socialisme" et de "la crise économique fomentée par l'impérialisme américain".



Nous assisterons à des restrictions énormes, cette bourgeoisie limitant ses dépenses intérieures pour faciliter son offensive économique extérieure.

Cela aussi, nous en avons vu les raisons dans l'analyse de la situation mondiale.

De::s son débat public de mars 1976 avec Fourcade, Mitterrand a déjà annoncé ta couleur : il motivera sa politique économique de restrictions et de surexploitation du peuple par le "fardeau économique" que lui aura légué le précédent gouvernement.

Si misère, vie chère, chômage augmentent, ce sera la faute du régime Giscard d'avant, clameront tes Mitterrand et Marchais pour nous faire avaler la pilule.

Mais cette union est elle aussi basée sur une unité factice et fragile. Elle repose sur les pires compromissions.

Ainsi les nationalisations envisagées et la réforme de l'entreprise , mesures qui auraient gêné les patrons de "gauche", ont été réduites à portion congrue pour obtenir l'adhésion des radicaux de "gauche".

## **b) La stratégie révisionniste :**

Aujourd'hui, le P"C"F est placé dans une situation où pour prendre ou participer au pouvoir, il doit s'allier à la bourgeoisie indépendantiste française, en freinant et en divisant les luttes.

Ce qui explique que pour réaliser "l'union du peuple de France" développée au congrès extraordinaire de l'automne 1974, le révisionnisme combat tout caractère révolutionnaire des luttes, y

préférant l'issue "démocratique" des réformes, révisé le programme commun qui, bien que dépourvu de tout caractère socialiste, risque de gêner encore certains intérêts industriels, abandonne le socialisme comme objectif à court terme, le socialisme tel que l'entend Moscou.

Sur cette base, le révisionnisme revoit sa stratégie, se transforme en défenseur de l'indépendance nationale française contre l'impérialisme américain et fait de grands appels du pied aux Gaullistes.

Ainsi, aussitôt après les élections de 1974, le révisionnisme a déploré l'échec de Chaban-Delmas "candidat loyal et de valeur", a dénoncé ceux qui veulent livrer les intérêts de la France au capitalisme américain, renie tout ce qui a été dit sur le gaullisme depuis 1958, trouve des mérites à De Gaulle, le cite même !

En résumé, le seul défaut du gaullisme, selon les dires de la clique Marchais-Séguy, a été de refuser la collaboration du P"C"F dans son gouvernement!

Et pourtant, ce dernier a tout fait pour servir les intérêts du gaullisme.

En 1945, Thorez a désarmé la Résistance et appelle à la reconstruction de la France capitaliste (le fameux "Retroussons nos manches").

En 1968, Waldeck Rochet a refusé de s'allier à Mitterrand pour prendre le pouvoir et a organisé la reprise du travail par C.G.T. interposée.

En 1969, le P"C"F, par son mot d'ordre d'abstention, a favorisé la victoire de Pompidou contre l'atlantiste Poher.

En 1972, Georges Marchais a été le meilleur allié du gaullisme contre les révolutionnaires lors de l'assassinat de notre camarade PIERRE

OVERNEY.

En 1974, il réitère en tentant de s'unir aux gaullistes contre Giscard et les atlantistes (Lecanuët, par exemple).

Cette stratégie est favorisée par les craintes des monopoles français menacés d'asphyxie par les trusts multinationaux américains.

C'est ainsi que l'on verra en mai 1974 une pétition dans "Le Monde" regroupant les signatures de dizaines de patrons français apportant leur soutien à François Mitterrand, cela après l'échec de ChabanDelmas.

Ce qui démontre clairement que l'issue pour une importante fraction du patronat pouvait être l'union de la "gauche", le gaullisme étant agonisant, en cas d'échec de la politique économique de Giscard.

Mais cette stratégie du P"C"F s'est heurtée à une concurrence effrénée de la social-démocratie renaissante, dont les résultats de plus en plus appréciables commencèrent à saper sa place de premier parti d'opposition.

Et cela poussera le P"C"F à aller encore plus loin dans la social-démocratisation comme nous venons de le voir à son congrès de février 1976, le fameux 22e congrès.

Ce congrès sera marqué par l'abandon de la dictature du prolétariat (officialisation d'une réalité déjà ancienne) et l'impulsion d'une ligne plus favorable au rapprochement avec différentes fractions de la bourgeoisie.

La concurrence du P"S" oblige le P"C"F à adopter cette démarche.

### **c) La stratégie social-démocrate :**

Remis sur pied fin 1971 (décidément, cette année comporte un grand nombre de coïncidences...), le parti "socialiste" a rassemblé toutes les forces de "gauche" ne désirant pas adhérer au P"C"F et œuvrant pour garder une indépendance par rapport au social-impérialisme soviétique.

Le P"S" hérita aussi du caractère prosioniste et atlantiste de la vieille S.F.I.O.

Le P"S" ménagera les deux superpuissances durant les élections, allant notamment rendre visite à l'ambassadeur d'URSS, en mai 1974.

Même avec l'union de la "gauche" au pouvoir, il s'avère que l'impérialisme américain aurait quand même une présence au gouvernement de "gauche".

Il est certain que plus la victoire de l'union de la "gauche" sera proche, plus l'impérialisme américain renforcera et développera son influence dans le P"S". (cf. la défense de l'alliance atlantique de Charles Hernu, après la déclaration de Haig en 1976).

D'ores et déjà, l'analyse du P"S" après les élections est claire: il comptabilise un grand nombre de voix mais est en position de faiblesse face au P"C"F.

En effet, ce dernier possède un immense appareil de propagande (un quotidien national "L'Humanité", un hebdomadaire "l'Huma-Dimanche", une presse enfantine, des quotidiens régionaux, un organe syndical national "La Vie Ouvrière", des organes théoriques comme "France Nouvelle", des maisons d'éditions, sans compter les bulletins des mouvements annexes comme le MODEF, le MPDL, "Avant-Garde",

"Clarté",etc...) et aussi une masse de militants.

Derrière le P"C" existe un mouvement de masse, révisionniste dans ses méthodes et son idéologie, mais c'est quand même une réalité à ne pas nier, s'appuyant sur une importante frange du peuple.

Le P"S" a compris que cette situation est porteuse de difficultés pour maintenir l'équilibre au sein de l'union de la "gauche" en cas de prise du pouvoir.

Que le président et le premier ministre d'un futur gouvernement de "gauche" soient "socialistes", cela n'est pas suffisant, et le P"C" ne laisse pas ces deux places au P"S" pour rien, comme quelqu'un qui jetterait un os à ronger à son chien pour le faire tenir tranquille.

Comprenant que sans mouvement de soutien actif et sans de puissants moyens de propagande, le P"S" serait le jouet à la merci du P"C" dans un gouvernement d'union de la "gauche", il s'agit donc pour lui de se procurer ces deux armes.

Mais le temps presse. Un mouvement de soutien ne s'improvise pas, ne tombe pas du ciel.

Édifier un mouvement capable de concurrencer celui soutenant le P"C"F nécessite un long processus, celui du P"C" étant l'aboutissement de cinquante années de propagande et d'activités. Alors, pourquoi ne pas s'approprier des mouvements de masse déjà existants et manquant de perspectives ?

Plusieurs facteurs lui sont favorables:

- les mouvements de masses non contrôlés par le P"C" se multiplient

depuis 1967 dans toutes les classes et couches populaires. Leur principale caractéristique est de ne pas avoir de ligne directrice, d'être désunis, sans perspective, donc facilement récupérable.

- le gauchisme, à la base de tous ces mouvements, est atteint depuis quatre ans d'une crise de plus en plus grave . Incapable d'offrir des perspectives, de faire preuve de maturité, d'évoluer de sa phase d'agitation à une phase de constructions d'organisations communistes, le gauchisme est en recul général. Nous le verrons plus en détails plus loin.

Tous ces facteurs favorisent donc l'immense opération de récupération engagée dès 1972 par le P"S".

En effet, dès cette époque, le P"S" dénonça l'assassinat de Pierre OVERNEY, appella à ses funérailles et s'opposa ainsi à la propagande purement contre-révolutionnaire du P"C"F.

La direction de la CFDT, plus ou moins proche du P"S" comme le montre le nombre de signataires CFDT dans "l'appel pour une grande force socialiste" d'octobre 1974, n'a pas hésité à appuyer de nombreuses grèves sauvages, s'opposant à la CGT (voir l'attitude de la CFDT notamment à l'usine Lip de Besançon).

Patiemment, en deux ans de travail récupérateur, le P"S" a déjà obtenu un certain nombre de résultats appréciables: que l'on regarde les assises écologiques du printemps 1974, consacrant la victoire de la tendance P"S";

que l'on analyse les tentatives des Jeunesses "socialistes" au sein des Comités Chili, action qui réussit à mettre en difficulté ces professionnels de la magouille que sont les trotskystes;

que l'on voit ce qui se passe au M.L.A.C. avec Gisèle Halimi, militante P"S" de toujours, et une forte présence P"S" à la direction; que l'on voit la récupération faite par le P"S" du courant autogestionnaire (Rocard,

AMR, CFDT) ou celle de la "gauche syndicale"; que l'on se rappelle le mouvement étudiant et lycéen du printemps 1974 où pour la première fois, les J"S" sont intervenus massivement, remportant d'appréciables succès (cela se poursuit dans le mouvement actuel avec notamment le MARC, mouvement étudiant proche du P"S"); que l'on regarde l'influence de la branche bretonne du P"S", le BREI"S", lors du congrès interceltique de Nantes en août 1974; etc...

Le mouvement s'est accéléré depuis la mort de Pompidou et l'une de ses dernières phases a été le passage de Mitterrand au Larzac le 17 août 1974.

Le P"S" a ni plus ni moins tenté une vaste récupération du Larzac et de ses 100 000 gauchistes.

L'affaire fut bien organisée : présence de nombreux militants P"S" dès le 16 avec drapeaux, tentes, badges, stands, etc...; présence d'un service d'ordre discret mais efficace; et Mitterrand arriva le 17, commença à faire le tour des stands et espérait clore l'opération par un discours au podium.

Là où il s'est trompé, c'est sur les réactions violentes d'une partie des personnes présentes, notamment de celles se souvenant de son attitude face à l'Algérie, de ses complicités sionistes, etc...

Mitterrand fut donc violemment expulsé du Larzac, et une nette démarcation de --lasses s'est faite entre les révolutionnaires et les petits bourgeois le défendant.

Ainsi, les trotskystes répandront la thèse du complot fasciste, thèse ressortie à chaque fois que les masses débordent le Service d'Ordre Trotskyste. Qu'on se rappelle la manifestation pour Puig Antich ou

n'importe quelle manifestation de la jeunesse.

La violence était juste et empêcher Mitterrand de s'exprimer aussi, car c'était torpiller sa tentative de récupération, déjà bien amorcée comme nous venons de le voir chez les paysans gauchistes.

Enfin, au niveau de la propagande, le P"S" a aussi fait de grands progrès. Les 3"S" ont un journal, "l'Insurgé", qui n'a rien à envier à la presse gauchiste moyenne. Déjà, un bulletin politique quotidien par téléphone a été mis en place.

Parallèlement, le P"S" utilise "Libération" et le courant qu'il représente, c'est-à-dire celui d'une intelligentsia révolutionnaire en plein reflux politique depuis 1972, se réfugiant dans la résignation, le mysticisme et l'abandon de la lutte.

Le P"S" a fait passer nombre de ses positions par "Libération", que ce soit sur le sionisme, les élections, ses congrès, etc...

A l'étape actuelle, la stratégie de récupération du marais gauchiste est très bien partie et on voit se constituer un puissant mouvement de soutien à Mitterrand qui lui permettra d'affronter à armes égales le P"C"F.

#### **d) l'union de la "gauche" , ça va pas**

Mais à la gauche de la bourgeoisie, la querelle entre les partenaires ne cesse de s'aggraver.

Le P"C" a vu d'un mauvais oeil l'ascension fulgurante du P"S" et a perdu petit à petit sa place de "premier parti de gauche".



Chaque événement national ou international devient un motif de discorde: le Portugal, la Corse, "le Nouvel Observateur", la crise économique,etc.

Le P"C", menacé par le P"S" sur sa gauche, sans cesse matraqué politiquement et policièrement par le pouvoir, tend à prendre de plus en plus des positions sectaires, un ton hargneux et des initiatives aventuristes.

Son aventurisme est particulièrement perceptible au niveau des entreprises où face au développement de la CFDT et à la radicalisation de sa base, les directions du P"C" et de la CGT impulsent des luttes dures mais inconséquentes.

Si en apparence la CGT conduit des grèves dures contre les patrons, incapable de les mener à terme, elle ne fait rien d'autre que de pousser les travailleurs à l'échec, et à la démoralisation.

Luttes aventuristes et inconséquences politiques font que les grèves de Chausson ou des Câbles de Lyon se sont terminées en queue de poisson pour les travailleurs, tandis que celle du "Parisien Libéré" pourrit à la grande joie du patron Amaury qui tire son journal sans problème !

A un autre niveau, la campagne " le parti à l'entreprise" va de revers en revers, nombre de délégations ne pouvant pas s'adresser aux travailleurs et ne faisant rien pour s'imposer.

Au niveau économique, l'union de la "gauche" est incapable de riposter unie aux propositions de Giscard.

P"C" et P"S" ont proposé séparément un plan économique et du côté des radicaux de "gauche", ce fut d'une part le ralliement de Cavaillet à

Giscard, d'autre part le lâchage de Fabre qui accepta de rencontrer Giscard alors que ses deux "alliés" l'avaient refusé.

Le "plan en quatre points" proposé par le P"C"F le 8 août 1975 n'est rien d'autre qu'un replâtrage du système capitaliste qui ne se donne même pas les moyens financiers de son application (d'où le peu d'enthousiasme des économistes bourgeois pour ce plan).

Par contre, celui du P"S" proposé le 9 septembre 1975, mais toujours dans le cadre d'un replâtrage du système capitaliste, est plus crédible économiquement car proposant une série de mesures susceptibles d'apporter quelques résultats concrets (relance de l'emploi, réduction des inégalités, nouvelle politique financière et industrielle).

Mitterrand ne craint pas de l'assumer en défiant Fourcade publiquement à la télévision, comme ce fut le cas en mars 1976, et en sortant vainqueur du débat.

Cette crédibilité politique et économique qu'acquiert le P"S" au détriment du P"C" peut ouvrir la voie à un régime de type social-démocrate à long terme et renforce la marge de manœuvres du P"S" au sein de l'union de la "gauche" à court terme.

Bien entendu, pour nous communistes, il est clair que ni le "plan de relance" de Giscard, ni "le plan en quatre points" de Marchais, ni le "contre plan" de Mitterrand ne pourront résoudre la crise de la bourgeoisie et apporter des solutions à nos problèmes.

Le capitalisme subit une crise conjoncturelle due à la crise de l'énergie et une crise plus profonde l'atteignant dans ses structures mêmes.

En effet, des rapports de production qui ont accouché de toutes les

forces productives qu'ils pouvaient ont fait leur temps et doivent être remplacés par un mode de production supérieur.

Or, le mode de production supérieur au capitalisme est le SOCIALISME.

Le capitalisme ne pouvant pas instaurer le socialisme, puisque la bourgeoisie ne veut perdre ni ses intérêts, ni son pouvoir, il s'agit donc pour les patrons de trouver une issue à leur crise en développant un simili socialisme.

Cela peut être le libéralisme ou la social-démocratie.

Mais ce ne sera qu'un répit car le capitalisme porte en lui les germes d'une destruction inévitable.

Les contradictions vont en s'aggravant entre le prolétariat et la bourgeoisie à un point tel que la décision finale que peut être que bourgeoisie OU prolétariat.

Or si la bourgeoisie ne peut pas se passer des travailleurs, le prolétariat par contre peut très bien se passer de la bourgeoisie ....

### **3. NATURE DU RÉGIME GISCARDIEN**

#### **a) Les perspectives de Giscard après l'élection présidentielle :**

Les résultats du suffrage universel en régime capitaliste sont l'expression politique du rapport de forces existant entre les diverses fractions de la classe dominante.

Pour Giscard, il ressortait donc de l'élection de mai 1974 les données

suivantes:

- une victoire remportée de justesse (1 ou 2 %)
- nécessité de tenir compte de ces résultats électoraux pour l'avenir
- une union de la "gauche" qui a atteint un très haut niveau et représente de plus en plus une menace réelle
- un programme commun qui, bien que bourgeois, sème l'illusion dans la tête de 49 % des électeurs et avec lequel il faut compter (56 % aux dernières élections cantonales)
- la montée des luttes (usines, paysans, prisons, jeunesse, Corse, viticulteurs,...)

Les résultats de son analyse de la situation française ajoutés à ceux de l'analyse mondiale suffisent pour faire comprendre à Giscard les limites de son régime.

S'il veut se maintenir, il lui reste à atteindre trois buts:

- assainir l'économie française pour lui rendre sa puissance et sa compétitivité internationale face à l'offensive américaine ou bien s'allier à celui-ci sur des bases politiques et économiques privilégiées.
- appliquer des réformes similaires à celles du programme commun, tentant de désamorcer ainsi les ambitions de l'union de la "gauche".
- désamorcer le mécontentement populaire en usant de libéralisme, de démagogie et de mille autres artifices idéologiques.

Et cette politique doit être menée en lésant le moins possible et la bourgeoisie française et les intérêts de l'impérialisme américain. C'est un programme compliqué et la démagogie peut rendre d'appréciables services dans une telle situation.

## **b) Les solutions giscardiennes ;**

-AU NIVEAU ÉCONOMIQUE

La France est victime d'une inflation touchant fortement les matières premières, d'où une augmentation des prix de 16 % pour le ciment, 26 % pour l'acier, 71 % pour le bois, 80 % pour les métaux non ferreux par exemple, d'avril 1973 à avril 1974. D'où la nécessité d'un plan anti-inflation.

Ce sera le premier plan de Giscard et de son ministre des finances Fourcade dont la particularité est de ne pas frapper DIRECTEMENT les travailleurs, mais de les atteindre INDIRECTEMENT par des mesures concernant les entreprises.

Les mesures prises porteront sur :

- la restriction du crédit (on prêtera moins aux entreprises).

Les Petites et Moyennes Entreprises seront les plus touchées car les monopoles ont un pouvoir de négociation beaucoup plus important vis à vis des banques et de l'état; les monopoles ont une possibilité de compression du prix de revient plus importante que celle des PME (en particulier compression de la masse salariale); les monopoles peuvent emprunter à l'étranger beaucoup plus facilement que les PME (ce qui est une explication de la pagaille monétaire européenne actuelle).

Ces trois raisons principales amènent à une faillite généralisée des PME les moins solvables et les moins rentables et à un renforcement du capital monopoliste.

Ce sera aussi la frappe de pièces de 10 et 50 Fr. favorisant une accumulation d'argent chez les petits épargnants (thésaurisation) qui ainsi ne prêteront pas les sommes accumulées.

D'où restriction d'une des sources de crédit possible. Autre mesure liée: là lutte contre les chèques sans provision visant aussi à restreindre le crédit, la consommation intérieure et l'inflation (disparition d'une masse monétaire fictive).

- une autre mesure visant à comprimer la demande intérieure réside dans

les différentes hausses sur les timbres (0,50 à 1 Fr. bientôt), le fuel, l'EDF, le gaz, la SNCF, la RATP, l'essence,....

- une taxe sur les profits obtenus par spéculation (c'est-à-dire sur les hausses non justifiées par la productivité et/ou par la hausse des coûts des matières premières)

- une taxe conjoncturelle de 18 % sur les plus-values

Par ces mesures, on assiste à une restructuration généralisée car un grand nombre de PME saute (tanneries d'Annonay, bâtiment; le nombre des faillites a augmenté de 38 % de juillet 1973 à 1974) et le capital monopoliste se renforce en récupérant des PME, tandis que la production se rationalise (plan Bidegain de restructuration des tanneries françaises,...).

Les conséquences indirectes pour les travailleurs résident en des licenciements massifs dans les PME; des compressions de salaires dans les entreprises monopolistiques (ce qui permet à ces dernières d'économiser, donc de pouvoir investir plus), à court terme une baisse du pouvoir d'achat et à long terme la stagnation ou la baisse du salaire nominal.

L'état devient "l'état arbitre" avec la reconnaissance explicite de ce rôle par les révisionnistes, ainsi la CGT demandant au gouvernement son arbitrage dans tout conflit ("France", "Parisien Libéré").

Appliqué par Giscard ou l'union de la "gauche", toute mesure antiinflationniste ne peut-être financée que sur le dos des travailleurs, puisque nous sommes en régime capitaliste (on peut comprimer les salaires mais surtout pas le profit!).

La bourgeoisie monopolistique, quant à elle, maîtrise la crise dont elle tire profit, ce qui n'est pas le cas des PME. Le capital monopoliste restructure ainsi à son profit l'économie, avec pour seule marge d'erreur le coût social de son opération, c'est-à-dire est-ce que la classe ouvrière acceptera d'en faire les frais sans réagir?

Il est à noter aussi qu'avec l'argent que la France a en caisse depuis 1971, elle pourra avoir les "chômeurs les mieux payés d'Europe" (cf. entre tiens Fourcade- Séguy).

Une nouvelle fois, cela démontre que toutes les crises sont artificielles, car provoquées par la bourgeoisie, elles visent à redistribuer les secteurs économiques et les profits et à restructurer l'économie.

Une première conclusion stratégique que nous pouvons immédiatement tirer est que, face aux licenciements massifs déclenchés dans les PME non solvables, Lip se présente comme une nouvelle méthode de lutte (quoiqu'il faudrait voir dans l'histoire du mouvement ouvrier si ceci est une invention ou simplement la remise à jour d'une méthode de lutte abandonnée par le révisionnisme).

Les ouvriers de Lip ont occupé le lieu d'où la bourgeoisie a voulu les expulser. Ainsi le capital monopoliste ne pouvait pas restructurer et devait alors tenir compte des ouvriers.

Les autres mesures prises viseront à pousser les exportations.

Ce sera la levée de l'embargo sur les armes à destination du Proche-Orient, et la création d'un secrétariat d'état au commerce extérieur, d'où des contrats avec le Mexique (métro de Mexico), l'URSS (usines d'ammoniac), l'Iran (pétrole et constructions de centrales nucléaires, or la France a les plus grandes réserves d'uranium enrichi, métro...).

Voilà les mesures économiques rendues nécessaires par la situation mondiale et visant donc à restreindre la demande intérieure, restructurer l'économie française, pousser aux exportations.

En juin 1974, seront aussi créés des comités départementaux pour aider les entreprises en difficulté et "méritant" d'être aidées par le capitalisme.

## **OU EN SOMMES-NOUS ?**

Giscard dresse lui-même son bilan économique le 29 juillet 1975: " l'activité économique du premier semestre a été nettement inférieure à ce qui avait été imaginé" (...)," d'autre part, pour la rentrée, les signes de reprise ne sont pas suffisants pour changer la nature de cette situation" (...) " ce qui est certain, c'est que nous sommes à l'heure actuelle au Voisinage de 900 000 chômeurs" ...

Un mois après, on dépassait le million et on en est à 1 300 000 aujourd'hui !

Pour masquer son échec, Giscard tente alors de nous mystifier avec sa recherche "d'une autre croissance" pour aller "vers une autre économie avec des structures différentes".

Mais que propose-t-il concrètement dans son "plan de relance" du 4 septembre?

D'un côté, il jette des miettes aux retraités et aux enfants d'âge scolaire (aspect démagogique car ces mesures sont limitées: par exemple, il faut avoir au moins deux enfants pour avoir droit à ces miettes) et de l'autre il ne fait qu'aggraver l'inflation.



En effet, l'inflation découle d'un déséquilibre économique caractérisée par une hausse générale des prix et provenant de l'excès de masse monétaire par rapport à la quantité des biens et des services existants.

Or, en insufflant une aide massive aux entreprises sous différentes formes (report de leurs échéances fiscales, prêt du fonds de développement, paiement accéléré des dettes de l'état, déduction de la TVA sur le matériel lourd, etc...), Giscard augmente ce déséquilibre en renforçant la masse monétaire.

Il ne résoud en rien la crise, au contraire il l'aggrave!

Il renforce l'inflation en créant des bons du Trésor pour financer son plan, c'est-à-dire ses maigres mesures sociales et ses investissements massifs dans le privé.

Alors, comment s'étonner d'entendre Fourcade, ministre des finances, parler d'un :aux de croissance de 4,2% pour l'économie française en 1975, puis rabaisser ce taux à 2 % pour que ses experts, finalement, en arrivent à la croissance zéro!

Une seule chose est sûre: c'est qu'il nous faudra faire "un léger effort fiscal" en 1976!

Et en attendant, ce sont les hausses de prix incessantes sur l'essence, les alcools, les tabacs, les biscottes, les appareils ménagers, les farines pour enfants, l'eau de javel, les téléviseurs, les appareils de chauffage en fonte, les cuisinières électriques, les denti-frices, le beurre, etc...

Parallèlement, Giscard transforme l'appareil d'état légué par 11 ans de gaullisme en un appareil d'état technocratique et rationalisé, éliminant les dépenses de prestige ("France"); restructurant ses ministères

(industrie, justice...); éliminant la corruption en apparence du régime précédant; remaniant l'armée, l'éducation, la police, les régions; supprimant des portefeuilles ministériels ; démantelant l'ORTF; etc...

Le prestige du régime Giscard est plutôt caractérisé par le niveau d'encaisse métallique de la Banque de France qua par l'entretien de paquebots au luxe décadent.

Ainsi, les rapports sociaux, politiques ou idéologiques se monétarisent de plus en plus (MARX, "Manifeste du Parti Communiste").

Nous le voyons aussi dans la campagne sur le "Concorde" où le thème idéologique mis en avant n'est plus le "prestige" si cher aux gaullistes mais les "marchés commerciaux" (celui des Etats-Unis par exemple).

On assiste aussi à un dégel des relations franco-américaines marqué par l'adoption les 18 et 19 juin 1974 à Ottawa de la "Déclaration atlantiste", et au resserrement des liens avec la RFA, principale tête de pont de l'impérialisme américain en Europe et dans le Marché Commun.

Ce dégel accroît les craintes des gaullistes notamment, surtout lorsqu'il s'accompagne d'une déclaration comme celle de Chirac, le 30 juillet 1974, au Danemark: "il s'agit de promouvoir la plus large coopération, allant même dans certains secteurs jusqu'au transfert de souveraineté, mais dans le respect de la personnalité de chacune des nations qui compose l'Europe."

Cette déclaration provoqua des remous à l'UDR où Débré condamna, Sanguinetti approuva. Le P"C" dénonça aussi cette déclaration.

Le gouvernement Giscard constitue en effet pour l'impérialisme américain un intermédiaire; c'est à dire que la politique de Giscard

demeure assez indépendante de l'impérialisme américain, ne repose pas sur un rapport de maître à esclave, ce qui est une image de marque et une garantie en politique extérieure pour les nations ayant des divergences, si ce n'est plus, avec les intérêts américains (Grèce, pays arabes).

D'autre part, la France demeure un partenaire économique important avec lequel le Tiers-Monde est prêt à traiter.

La France est donc le centre de redéfinition des liens entre l'impérialisme américain et ses ex-vassaux: la Grèce se retire de la structure militaire de l'OTAN tout en participant aux instances politiques et demande son admission dans la Communauté Économique Européenne en établissant des rapports privilégiés avec la France.

De même, au Proche-Orient, la France a établi des liens politiques et économiques importants avec l'Égypte, tout en levant l'embargo des ventes d'armes en direction d'Israël.

### **-AU NIVEAU POLITIQUE**

Giscard doit résoudre une crise politique aiguë et plusieurs moyens s'offrent à lui:

- accomplir certaines réformes du programme commun (abaissement à 18 ans de la majorité ri vile; libéralisation de l'avortement et de la contraception; augmentation de l'aide publique à la formation des syndicalistes bloquée depuis 10 ans; code des libertés fondamentales de l'individu; financement des partis pour alléger leurs charges; une politique de consultations avec les organisations les plus diverses;) sinon aller plus loin que ce programme (la réforme giscardienne des prisons est plus audacieuse que celle préconisée par l'union de la

"gauche").

- satisfaire des revendications populaires urgentes (secrétariat d'état à la condition féminine avec F.Giroud; une 3e chaîne de télévision de la "libre parole" avec notamment des "Tribunes Libres"; création d'un ministère de "la qualité de la vie"; défilé du 14 juillet auquel Giscard redonna un caractère national et populaire, renforcé par l'utilisation du traditionnel trajet révisionniste République-Bastille, etc....)

- diviser l'union de la "gauche" (tentatives de Lecanuet dans son discours du 24 août 1974 promettant de vider le programme commun de ses mesures et invitant le P"S" à entrer au gouvernement; entrevues Giscard-radicaux de "gauche"; l'opération "portes ouvertes" de Looz-les-Lille, etc....).

Le giscardisme se fixe pour but d'intégrer dans son système toute manifestation politique de l'opposition: capacité de manipulation et de tout ingurgiter. Désarmer l'adversaire, c'est s'approprier ses armes, ses idées, ses méthodes. Ainsi la récupération de toute une phraséologie gauchiste ou de "gauche" vidée de son contenu. Selon Giscard, il n'y a plus de lutte de classe, c'est l'âge d'or.

La droite démontre ainsi qu'elle est capable de faire la politique de la "gauche", se vante Giscard.

En vérité, il démontre plutôt que cette "gauche" ne l'est pas vraiment et que même elle serait plutôt à droite. En clair, que le programme commun n'est pas socialiste, mais seulement bourgeois libéral.

Quatorze mois après, Giscard commence à remporter des succès appréciables. Sa stratégie se fixait pour but de diviser l'union de la "gauche" pour isoler le P"C" et se rallier le P"S".

Aussi, quand Lecanuet prédisait l'entrée du P"S" au gouvernement de Giscard avant la fin du "septennat" (réduit à 4 ans depuis), Poniatoski pestait contre un P"C" "fascisant et totalitaire".

Quand le pouvoir laissait faire les gentilles grèves autogestionnaires de la CFDT, syndicat favorable au P"S", ses flics et ses milices patronales se déchaînaient contre les grèves dirigées par la CGT à Chausson, au "Parisien Libéré", aux Câbles de Lyon, etc...

Cette politique n'a peut-être pas encore abouti à l'entrée de Mitterrand au gouvernement Giscard (celui-ci ayant peut-être des vellétés de gouverner seul, sans Giscard, ni Marchais....), néanmoins elle n'en porte pas moins ses premiers fruits: rapports tendus entre le P"C" et le P"S"; démission de Cavaillet, vice-président des radicaux de "gauche" se déclarant prêt à collaborer avec Giscard, et surtout, Robert Fabre, président d'une des trois composantes de cette union de la "gauche", quémandant une entrevue à Giscard, alors que tous avaient refusé quelques jours plus tôt.

La mine inquiète de Seguy constatée par tous à la télévision le 7 septembre 1975 montrait l'ampleur du désastre: la fissure s'élargissait!

### **-DÉSAMORCER LA COLÈRE POPULAIRE**

Le but de Giscard est aussi de désamorcer la colère populaire en promulguant les réformes nécessaires, que la bourgeoisie conservatrice bloquait, mais qu'une bourgeoisie libérale peut plus facilement supporter. Surtout qu'elle n'a de toute façon pas le choix.

Pour réassurer son économie, il faut un calme social total.

D'où l'abandon de la réforme Fontanet, un an de sursis supplémentaire

pour les étudiants, création de comités d'usagers dans tous les ministères, suppression de la circulaire Marcellin-Fontanet, création d'un secrétariat d'état à l'immigration, abandon de la notion de faute dans le divorce, abandon de nombreux projets impopulaires et coûteux appartenant à la politique de prestige du gaullisme (sauvegarde de la Cité Fleurie, abandon de la voie express rive gauche, remplacement du centre commercial des Halles par des espaces verts, abandon de l'aérotrain Cergy-la Défense), adoption du plan Lecanuet de réforme de la justice, etc...

Mais ces réformes sont illusoires. Elles ne font que rayer les injustices les plus flagrantes du gaullisme et ne changent fondamentalement rien. Ainsi, si la réforme Haby autorise l'expression politique au lycée, elle renforce parallèlement la sélection.

Si la circulaire Marcellin-Fontanet saute, une autre plus arbitraire décrète l'expulsion des travailleurs immigrés dits "chômeurs volontaires".

Le discours idéologique accompagnant ces réformes développe un esprit d'insécurité, insécurité à l'usine, dans son H.L.M., dans le métro. Partout, c'est la peur, peur de perdre son emploi, peur de se faire agresser dans le métro, peur de se faire vider de son logement.

A un autre niveau, chaque faille existant dans le système d'attaque populaire est utilisée par le pouvoir dans ses contre-attaques démagogiques: d'où division dans le camp populaire et facilitée de la répression.

Ainsi, dans le cas de la révolte des prostituées, celles-ci ne remettaient pas en cause le proxénétisme et Poniowski en profita pour les attaquer indirectement en dénonçant les "proxénètes meneurs".

Dans le cadre de la lutte contre Haby, jamais ne fut remise en cause un des piliers du projet: la famille.

Dans le conflit du "Parisien Libéré", la CGT ne remettant pas en cause le contenu du journal, le pouvoir a transformé la lutte en une atteinte à la liberté d'expression.

### **c) Une de ses armes : la démagogie :**

Pour faire passer la pilule et acquérir un soutien populaire, la démagogie est une arme idéologique importante, abondamment employée par Giscard. C'est le règne de l'accordéon à J'Ellysée!

Visites surprises dans les foyers, les usines ou les prisons; propagande massive des mass-medias qui font grand cas du moindre changement mineur dans le style présidentiel (ainsi son costume, ses cravates, ses vacances, etc...); des interventions télévisées plus courtes et plus nombreuses; transformation du langage (les prisons et les femmes se transforment en "condition pénitentiaire" ou "féminine"); innovation dans le style des ministres eux-mêmes (visite aux zoos d'Armand Jarrot, ministre de la qualité de la vie, qui fait aussi de la moto place de la Concorde ou au bol d'Or du Mans ; toutes ces actions au caractère particulièrement grotesques et peu crédibles lui ont valu son limogeage, car chez Giscard, non seulement il faut envoyer de la poudre aux yeux, mais il faut avoir l'air sérieux); entreprise de dépolitisation visant à vider toute lutte sociale de son contenu politique; une télévision de la "bonne humeur" où le rire cache la misère, la plaisanterie escamote les luttes ("Le Petit Rapporteur"), le tout avec des accents de "gôche"; appel à la "mobilisation" contre le chômage; campagne de revalorisation du travail manuel ("ce n'est pas pour amuser la galerie" nous assure Stoleru).

Par exemple, l'essentiel de l'offensive de Stoleru sur la revalorisation du travail porte non pas sur la revalorisation des conditions concrètes du travail, mais sur l'idéologie: la bonne réputation, le travailleur manuel a le droit à sa place assise dans le métro , au bonjour matinal de sa concierge et autres conneries du genre.

Cette manoeuvre vise d'une part à isoler les travailleurs manuels.

Elle a d'autre part pour second objectif d'empêcher toute unité syndicale, Stoleru frappe au ventre mou de l'unité syndicale, c'est-à-dire la CFDT (il choisit comme par hasard comme secrétaire un délégué syndical CFDT; sa première proposition concrète - suppression d'une prime de rendement qui représente de 20 à 30% du salaire des travailleurs de la boîte, afin de démontrer "l'abnégation" et la "bonne volonté" des travailleurs ... - est faite à l'usine Jaz de Besançon où la section CFDT est particulièrement forte).

La volonté du giscardisme en matière idéologique est d'entraîner le peuple français dans une immense ambiance de kermesse bavaroise (Martin, Guy Lux, "Au Théâtre ce soir", ...) à l'affirmation d'un collectif non pensé et docile (tout le monde avance sa montre d'une heure le 27 mars à minuit).

A bientôt des émissions télévisées semblables à celles de Zimmermann qui proposent aux téléspectateurs allemands de résoudre des enquêtes policières "classées" puis de véritables chasses à l'homme ( Baader) dans un climat de délation générale.

Telles semblent être les perspectives que nous offre Giscard après son allocution télévisée de mars 1976 sur la "sécurité sécurisante", où il reprenait in extenso les propos de Poniatowski concernant la répression contre les vigneron après Montredon.



Soit toute une politique basée sur le vent et l'artifice pour amuser la galerie et escamoter la réalité.

Giscard va jusqu'à visiter les bidonvilles de Marseille, fêter la Noël avec Claude François, déjeuner au nouvel an avec des éboueurs, etc...

C'est aussi l'extension de la Sécurité Sociale à tous les citoyens, c'est à dire que les caisses d'assurances des salariés combleront le déficit des caisses des couches non prolétariennes (petits commerçants, artisans: ce sont les 150 millions offerts à Nicoud pour la CANAM): mesure géniale car la bourgeoisie utilise les cotisations des salariés prélevées sur leurs salaires pour atténuer les effets de la crise sur les couches non-salariées, eiles-mêmes ne déboursant rien!

C'est aussi la démagogie de la large amnistie du début de "septennat", concernant surtout l'O.A.S. et la grande mansuétude pour les harkis, pour Laradji... ce qui permet de rétribuer les fascistes pour leur aide intéressée pendant la campagne électorale et de s'en servir pour les basses besognes: attaques de facultés, d'usines, de locaux politiques, de militants; défense de l'armée...

#### **d) Durcissement de l'appareil répressif :**

Parallèlement, Poniatowski occupe une place importante dans le gouvernement.

Officiellement ministre de l'intérieur, il remplaça le ministre de la justice lors des mutineries de prisons (obtenant la sanction d'un magistrat à Lille) et joua les ministres des affaires étrangères lors de son voyage en Pologne en septembre 1974.

Durant les événements de Corse, en été 1975, il cumulera même les fonctions de Premier ministre par intérim!

Cette importance est liée à celle d'un appareil répressif:

- multiplication des milices privées ou patronales (Poniatowski en tant que maire de l'Isle-Adam a, par exemple, offert une aile du château de Murget comme quartier général des "Rangers de France", une milice parmi tant d'autres).

- présence policière plus diffuse (commissariats légers camouflés dans des magasins loués par exemple)

- systématisation de la pratique de l'ilôtage qui consiste en patrouilles de policiers ayant chacun un ilôt de rues déterminées à surveiller régulièrement. L'emploi des mêmes agents à chaque fois et leur incrustation dans la vie des habitants leur donneront le même impact que les gendarmes dans les villages. Les policiers ilôtiers connaîtront tous les habitants de l'ilôt, comme les gendarmes connaissent tous les villageois; d'où sympathie factice créée entre la population et la police .

La capacité de surveillance policière est décuplée par la pénétration de ces patrouilles dans la vie des quartiers et les bavardages familiers entre policiers et habitants augmentent la capacité de renseignements de la police.

Il est évident que le policier qui serre chaque matin la main de l'habitant est mille fois plus utile à Poniatowski pour quadriller la population. car mieux reçu, que le CRS rébarbatif apparaissant casqué, botté et armé pour arrêter ou matraquer.

L'ilôtage est un quadrillage camouflé, démagogique et débonnaire style

"gendarme de campagne" transposé en milieu urbain.

Ce sont aussi les fameuses "opérations coups de poing" où des villes, des départements sont régulièrement quadrillés, des dizaines de milliers de personnes contrôlées avec tout le cortège de "bavures inévitables".

Prenons un exemple pour en juger la prétendue efficacité contre le "banditisme": lors de 11 opérations menées du 8 juillet au 15 août 1971, 52 161 personnes ont été interpellées, 26 552 voitures contrôlées, sans compter les bars et clubs perquisitionnés, les deux-roues arrêtés, soit plus de 100 000 personnes concernées.

Bilan: 28 arrestations de "délinquants", et parmi eux aucun "caïd" ou "danger public", mais des ivrognes violents, un mineur en fugue, un interdit de séjour et environ 600 contraventions pour excès de vitesse, ramassage ou non-port de casque en deux-roues.

C'est clair. De telles opérations ont obligatoirement d'autres objectifs que ceux avoués, sinon Poniowski n'est pas très sain d'esprit.

Faisons confiance à son état psychique et demandons-nous plutôt si ses buts ne sont pas de jeter l'insécurité sur tout travail militant; de découvrir les "réseaux subversifs", c'est-à-dire en français les organisations populaires; d'instaurer un flic dans chaque tête, habituer les masses à de telles opérations qui, dans l'avenir, seront destinées officiellement à traquer les révolutionnaires.

C'est la même technique qui sera appliquée pour le quadrillage des métros: la presse pourrie monte en épingle deux ou trois agressions mineures, les grossit et les généralise abusivement, Poniowski répond en envoyant ses flics dans le métro pour notre "sécurité".

Là où le bâton blesse, c'est que les agressions, d'ailleurs peu nombreuses, sont concentrées de 23 heures à 1 heure du matin, alors que les flics quadrillent de 07 à 22 heures ... Là aussi, Poniatoski cherche à habituer les masses à la présence policière, traque les travailleurs immigrés en situation irrégulière, terrorise.

Marecellin, c'était le bâton sans fleur. Poniatoski, c'est le bâton camouflé en sucre d'orge, plus discret et plus efficace.

Mais la politique de Giscard ne doit pas nous éblouir. Le renforcement de l'appareil répressif prouve que lui-même ne se fait pas d'illusions sur l'effet durable de sa démagogie.

Pour Giscard, le fait de ne pas se sentir capable de résoudre seul la crise économique renforce son idée de se rapprocher d'un P"S" qui, derrière une façade socialiste, parviendrait plus facilement à apaiser la colère populaire.

Une colère qui bien que désunie et souvent trahie, n'en est pas moins inquiétante pour lui.

En effet, désormais, le fusil parie de plus en plus du côté des masses populaires et des agents de la répression tombent sous les balles du peuple, trois en Corse durant l'été 1975, un autre récemment à Montredon, où les vigneronns font preuve d'une grande détermination, celle de tous les désespérés et des acculés de l'exploitation.

La démagogie ne suffit pas à désarmer le mécontentement populaire surtout quand d'un autre côté, les causes de cette colère ne cessent de s'aggraver (vie chère, chômage, licenciements, surexploitation,...) et ce ne sont pas les clowneries de Stoleru qui feront oublier aux ouvriers leur misère.

Quant à la répression elle-même, le style "cow boy" développé par le prince Poniatowski est mis en échec à tous les niveaux: l'hostilité populaire croît face aux tueurs en uniforme, les péripéties des "zorros du XXe siècle" n'arrêtent en rien la "criminalité" et, au contraire, elles ne font qu'entraîner de justes retours de flammes qui ont causé la mort d'au moins vingt flics depuis l'élection de Giscard!

Échec économique, lents résultats politiques, démagogie inopérante, répression impuissante, l'avenir du régime Giscard est sombre!

Aucune réforme ne remet en cause globalement les principaux motifs de mécontentement populaire: les usines sont toujours des lieux d'exploitation, les prix ont encore augmenté, la misère s'accroît et il y a maintenant 1 300 000 chômeurs. Bref, le capitalisme est toujours là.

La nomination de Chirac comme coordinateur de la droite giscardienne vise à en resserrer les rangs et à mieux unifier les initiatives prises.

## **VERS L'UNITÉ POPULAIRE !**

### **a) Développement des luttes populaires :**

Les masses n'ont jamais cessé de lutter à travers les siècles, mais selon les époques et le développement des contradictions, ces luttes se sont multipliées ou aggravées.

La remise en question du mythe unitaire gaulliste et l'aggravation des difficultés économique-sociales seront deux des facteurs qui entraîneront une montée des luttes populaires ces dernières années dans toutes les classes et couches populaires.

Dès 1967 déferlera un puissant mouvement de masse paysan sur toute la

France tandis que les différentes colonies "françaises" étaient aussi le théâtre de luttes populaires.

1968 verra les contradictions s'exacerber d'une façon décisive pour l'avenir. Les tempêtes révolutionnaires de Mai-Juin 1968 seront l'aboutissement de trois mouvements de masse: un mouvement anti-impérialiste (Comités Vietnam de Base); un mouvement de remise en cause de l'université bourgeoise (Nanterre); des luttes ouvrières prolétariennes (Redon, Saviem de Caen).

En ébranlant le régime gaulliste, en provoquant le premier rejet de masse du révisionnisme, Mai-Juin 1968 jetèrent les bases des luttes futures.

Dans les bastions ouvriers de Flins et de Sochaux se lèvera la Résistance Proletarienne en juin 1968, rejetant la voie de la capitulation.

De 1969 à 1976, la révolte s'accentuera partout dans les lycées, les facultés, chez les petits commerçants, dans les usines, chez les travailleurs immigrés, atteignant même l'appareil d'état (justice, prisons, police, armée, médecine, mass médias) , atteignant des stades encore jamais vus à Aléria et Montredon, où des ouvriers et des paysans riposteront aux flics.

La vitalité des luttes populaires existe. Pas un secteur n'est épargné: culture, asiles, banques, pompistes, prostituées,etc...

## **b) Pour l'unité populaire !**

Mais ces luttes sont divisées et Giscard sait user de toutes les armes nécessaires pour opposer les classes et couches populaires entre elles. Nous l'avons vu lors du mouvement paysan et des révoltes des prisons

de l'été 1974, ou plus récemment dans la lutte des prostituées.

Alors que des embryons d'unité populaire apparaissaient en 1972, nous voyons aujourd'hui que la division règne dans le camp populaire, ce dont profite la bourgeoisie. Une première arme manque aux masses: l'UNITÉ POPULAIRE.

Le deuxième manque, c'est l'arme pour forger l'unité populaire, c'est-à-dire une organisation communiste prolétarienne capable de faire converger les luttes, de les initier, d'y combattre les idées fausses et de propager les idées justes.

En effet, que les masses usent désormais d'une "façon naturelle" de la violence, de l'illégalité, c'est une chose.

Mais la violence n'est pas spontanément révolutionnaire. La bourgeoisie aussi peut être illégaliste.

Le P.D.G. Leclerc ne viole-t-il pas la loi bourgeoise lorsqu'il fait saccager en août 1974 palais de justice et mairie de Rochefort ? Pour que la violence soit révolutionnaire, il faut que l'idéologie qui la conduise le soit.

### **c) Le gauchisme est mort :**

1972 présentait les signes précurseurs de la maladie, 1975 nous a conviés à de sinistres funérailles.

Ce qui n'est pas un drame car la mort politique du gauchisme ne peut être bénéfique qu'aux masses et à la Révolution Prolétarienne.

Le gauchisme fut en 1968 et après une arme des masses pour rejeter le

révisionnisme et ses trahisons.

Mais comme nous l'enseigne la Grande Révolution Culturelle Proletarienne, le gauchisme était condamné d'avance car il ne présentait aucune perspective globale de prise du pouvoir, était incapable d'offrir une organisation stable et efficace aux masses et se montrait impuissant à effectuer un travail suivi, compris et de masse.